

La Tribune

LENNOXVILLE PEUT RESTER BILINGUE

Tout indique que la Ville de Sherbrooke pourrait abolir des arrondissements et des postes de conseillers municipaux tout en conservant le statut bilingue de Lennoxville.

PAGE 4



Non aux hausses des droits de scolarité



Des étudiants, des citoyens et des groupes communautaires sherbrookoïses ont profité de la Journée de la femme pour unir leurs voix afin de s'opposer à la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest. Pendant ce temps à Montréal, policiers et manifestants se retrouvaient après un mercredi houleux.

PAGES 2 ET 3

Richard Séguin
chante
sa colère

PAGE 13

GNR CORBUS
Confortablement installé
**FOURNAISES
THERMOPOMPES**
GNRCORBUS.COM
819 564-2300



Partenaires dans la gestion de
vos placements depuis 1985

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

ÉQUIPE ADAM

www.equipeadam.com

RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. * Membre-Fonds canadien de protection des épargnants. RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, unité d'exploitation de la Banque Royale du Canada. © Marques déposées de la Banque Royale du Canada, utilisées sous licence. © Banque Royale du Canada, 2012. Tous droits réservés.

Gestion professionnelle de patrimoine depuis 1901



RBC Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US CENS 17750 4200 Internet 001 834 1834
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

ÉTUDIANTS ET CITOYENS S'UNISSENT

Non aux hausses des droits de scolarité

ISABELLE
PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les étudiants, simples citoyens et groupes communautaires ont uni leurs voix, hier, afin de s'opposer à la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest. Dans le cadre de la Journée de la femme, les manifestants se sont aussi inquiétés des impacts pour la gent féminine.

Question de montrer au gouvernement que la lutte actuelle n'est pas seulement la bataille des étudiants, des enseignants ont aussi pris part à la manifestation organisée par l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS).



Françoise David

« Je trouve que présentement, tout le discours est économique, mais les discours qui ont une couleur sociale sont constamment réduits à rien. Je ne crois pas que l'éducation doit être totalement gratuite, mais elle doit être accessible à tous », a commenté Pierre-Paul



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Selon le Service de police de Sherbrooke, environ 125 personnes ont pris part à la manifestation organisée par l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke. Dans le cadre de la Journée de la femme, les étudiants, simples citoyens et groupes communautaires ont uni leurs voix afin de s'opposer à la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest.

Charlebois, professeur en philosophie au Cégep de Sherbrooke. Il dit s'inquiéter pour ces jeunes femmes qui, comme ses étudiantes, effectuent un retour aux études alors qu'elles sont devenues mères et qu'elles doivent composer avec des situations financières difficiles.

Philippe Langlois, également professeur de philosophie au Cégep, dit avoir du mal à comprendre pourquoi le gouvernement Charest ne veut pas opter pour un modèle d'éducation plus progressiste. Isabelle Larivière, enseignante au secondaire présentement en congé de maternité, a dit être présente pour ses élèves et ses enfants. L'éducation, fait-elle valoir, ne doit pas devenir un luxe qu'ils ne pourront pas s'offrir. La jeune maman était étudiante en 2005,

moment où les grèves étudiantes s'étaient multipliées au Québec, afin de protester contre des changements apportés à l'aide financière aux études.

Le monde politique était également représenté. La porte-parole féminine de Québec solidaire, Françoise David, a pris la parole devant les bureaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), où s'étaient rassemblés les

manifestants. Ceux-ci, environ 125 selon le Service de police de Sherbrooke (SPS), ont commencé leur marche devant l'hôtel de ville de Sherbrooke. La hausse des droits de scolarité est mauvaise pour tout le monde, a-t-elle souligné, mais plus particulièrement pour les femmes, qui gagnent souvent moins que les hommes, mais pour qui l'endettement reste le même. « À la place des

étudiants, je ferais la même chose. »

Présent au rassemblement, le député de Johnson, Étienne-Alexis Boucher, rappelle que le Parti québécois s'est déjà prononcé en faveur d'un gel des droits de scolarité. « On assiste à une grande mobilisation citoyenne, qui atteindra des sommets. On espère que le gouvernement entendra raison. »

Normand Couture, porte-parole de l'Association des locataires de Sherbrooke, a souligné que la hausse annoncée aura des impacts sur les ménages qu'il représente. Il craint les impacts sur l'accessibilité aux études supérieures.

Rappelons que les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ par année pendant cinq ans à compter de l'automne 2012. Jusqu'ici, le gouvernement de Jean Charest a soutenu qu'il n'entendait pas reculer.

Élève au Cégep de Sherbrooke et impliquée à l'AECS, Marie-Danielle Larocque souligne que Québec doit s'attendre à voir les manifestations se multiplier. Les élèves du Cégep de Sherbrooke seront de nouveau appelés en assemblée générale, lundi, afin de se prononcer sur la reconduction de la grève. Ils ont tenu deux jours de grève jusqu'à maintenant, juste avant le début de la relâche. Les étudiants représentés par l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS (AGEFRESH) devront aussi voter de nouveau lundi.

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE

Encore deux semaines de grève

YANICK POISSON
ypoissou@latribune.qc.ca

DRUMMONDVILLE — Les élèves du Cégep de Drummondville ont voté pour la prolongation de leur mandat de grève, au terme d'une assemblée qui aura duré quatre heures mercredi après-midi.

Quelque 664 étudiants se sont prononcés en faveur de deux semaines supplémentaires d'école buissonnière, alors que 398 se sont inscrits contre. Douze autres ont préféré s'abstenir. Ce nouveau vote donne beaucoup plus de

poids aux manifestants qui militent contre la hausse des frais de scolarité. Lors du premier scrutin, l'idée de la grève n'avait obtenu qu'une priorité de 18 voix.

Les étudiants drummondvillois seront tenus hors des classes au moins jusqu'au 20 mars prochain, date à laquelle ils seront appelés à s'exprimer à nouveau. Pour l'instant, la grève ne fera que prolonger de quelques semaines la session collégiale, mais il n'est pas impossible qu'on doive annuler tous les cours si le conflit perdure.

La rue chanceuse!

Concours
La Tribune

Félicitations à M. André-Pierre Robert, notre abonné gagnant de cette semaine, **rue Chauveau**, qui remporte un chèque-cadeau d'une valeur de **200 \$** applicable au Carrefour de l'Estrie

Sur la photo Cynthia Morin, directrice du tirage, lui a remis son prix.

PROCHAIN DÉVOILEMENT DE LA RUE CHANCEUSE, CE MARDI 13 MARS.

2809311 3

Sherbrooke vendredi 9 mars 2012 - La Tribune

TRIBUNE LIBRE

La justice sociale : irresponsable ?

Les jeunes libéraux voudraient nous faire croire que « chacun pour soi » est synonyme de « socialement responsable », tandis que ceux qui sont contre l'augmentation des frais de scolarité sont des inconscients.

La social-démocratie, voilà donc notre ennemi. Elle a déjà contaminé notre société par des mesures telles que l'indemnisation des accidents du travail, le salaire minimum, la pension de vieillesse et l'assurance-chômage. Où sont donc les accidentés, les vieux et les pauvres socialement responsables? Hélas, ils sont probablement en train de comploter pour mettre en place un système d'éducation financièrement accessible à tous!

Trêve de sarcasme, l'éducation ne concerne pas que les étudiants. Des gens mieux éduqués sont généralement en meilleure santé, ont moins de chance de commettre un crime et sont plus aptes à participer à la vie démocratique ainsi qu'au développement de leur communauté.

En outre, l'accessibilité des études supérieures est un enjeu décisif en matière de justice sociale. Des frais de scolarité élevés sont des entraves à l'égalité des chances et à la mobilité sociale. Faire de l'éducation un bien accessible seulement à une classe privilégiée n'a rien à voir avec la responsabilité sociale. C'est plutôt une injustice flagrante.

Steve Dubois
Sherbrooke

Ils ont raison...

On dit souvent des jeunes d'aujourd'hui que ce sont des enfants gâtés, politiquement désengagés, vautés dans le confort de leur plus nouvelle technologie. On dit souvent qu'ils sont irresponsables, apathiques et ingrats. On dit...

Ce discours, mes parents le tenaient à mon endroit et leurs propres parents à leur propre endroit. Et ainsi de suite depuis toujours. C'est qu'on en dit beaucoup des choses à propos des jeunes...

Pour ma part, dans l'actuel brassage d'idées qui anime nos campus dans le contexte de la lutte contre la hausse des frais de scolarité, j'entends des jeunes inquiets, pour eux-mêmes, pour les leurs, pour leur prochain. J'entends des jeunes qui refusent un monde élitiste dominé par les puissances de l'argent. J'entends des jeunes qui s'opposent aux discours des bien-pensants et des experts qui leur imposent un certain type d'éducation qui fera d'eux de serviles travailleurs à la solde d'entreprises qui ne veulent plus contribuer au trésor public. J'entends des jeunes qui luttent contre un certain mode d'accès à l'éducation qui fera d'eux des débiteurs à la solde de leur créancier. J'entends des jeunes qui rêvent d'un autre monde.

Ils ont raison d'être inquiets.

Ils ont raison de refuser.

Ils ont raison de s'opposer.

Ils ont raison de lutter.

Ils ont raison de rêver.

Ils ont raison de nous demander d'en faire de même.

Ensemble, bloquons la hausse.

Jean-François Fortier
Professeur de sociologie
Cégep de Sherbrooke

DROITS DE SCOLARITÉ: CHAREST RESTE INFLEXIBLE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Changer les choses

Le 8 mars, Journée internationale de la femme, j'ai marché avec des centaines d'autres personnes de tous les horizons dans les rues de Sherbrooke contre la hausse des droits de scolarité.

Des étudiants, des profs, des familles, des citoyens, des organismes communautaires, des artistes; tout le monde était au rendez-vous.

J'ai vu des clowns distribuer des carrés rouges, symboles de la lutte, à des gens heureux et fiers de les recevoir. J'ai vu des gens sortir de leurs commerces pour lever le poing dans les airs en signe d'appui, des gens marcher un bout avec nous, en nous remerciant de faire ce que nous faisons, des gens qui nous applaudissaient et qui klaxonnaient de solidarité. Des gens interpellés, qui appuient la lutte actuelle et les moyens de pression qui s'y rattachent.

Je marchais pour les femmes qui subiront plus durement cette hausse, qui gagnent encore 71 % du salaire des hommes même si elles possèdent le même diplôme, qui se font encore discriminées par le simple fait qu'elles sont des femmes. Je marchais pour mes droits comme femme, étudiante et citoyenne.



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Des étudiants, des citoyens et des groupes communautaires ont profité de la Journée de la femme pour unir leurs voix afin de s'opposer à la hausse des droits de scolarité, jeudi.

Je marchais en pensant à Francis Grenier, un étudiant qui risque de perdre un œil à

la suite de la violence excessive du Service de police de la Ville de Montréal, en pensant à mes amis militants qui ont été matraqués et poivrés sans raison le même soir, alors qu'ils ne faisaient que tenir pacifiquement une chandelle dans leurs mains en signe de solidarité.

Je marchais en pensant à Jean Charest, premier ministre, député de Sherbrooke, qui fait la sourde oreille et qui cautionne toutes ces bavures. Non, il n'y a pas eu de débordements à Sherbrooke. À Québec et à Montréal, si. Le slogan maintes fois répété hier n'aura jamais été aussi pertinent : paix, amour et gratuité scolaire.

Dites-moi, qui nous protège de la violence policière quand même le gouvernement se range publiquement de son côté? Qui nous protège de la violence de l'État quand les corps policiers sont à son service? Que nous reste-t-il si nos droits de citoyens sont bafoués à outrance? Il nous reste l'action. Je me fais souvent traiter d'utopiste puisque je veux changer les choses, mais l'utopiste, c'est celui ou celle qui pense que les choses ne changeront jamais.

Marie-Danielle Larocque
Sherbrooke

D'autres votes à venir

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les assemblées générales vont se multiplier, cette semaine, au sein du mouvement étudiant estrien.

Les étudiants de la faculté d'éducation de l'UdeS se prononceront par référendum sur un mandat de grève générale renouvelable aux cinq jours, jeudi et vendredi. Les étudiants de la faculté de droit seront appelés à voter jeudi, pour leur part, sur une proposition de grève le 22 mars, journée de

mobilisation nationale.

Selon la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS), des assemblées générales sont aussi prévues du côté des sciences infirmières et de la faculté d'éducation physique et sportive aujourd'hui. Les étudiants de sciences sont aussi convoqués en assemblée pour un mandat de grève générale.

Aujourd'hui, des membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS) prendront part à une manifestation à Montréal pour le droit à l'éducation. L'initiative doit

avoir lieu à plusieurs endroits sur le globe, dont au Chili. Dimanche, un rassemblement familial aura lieu devant l'hôtel de ville de Sherbrooke, à compter de 13 h. De l'animation est prévue pour les enfants.

Une manifestation pour s'opposer à la brutalité policière est également prévue à Montréal jeudi.

Quelques membres de l'AGE-FLESH et du Regroupement des étudiant(E)s au baccalauréat en physique (REBPhUS) ont également tenu une action de visibilité, hier en fin de journée.

Un « sit-in » perturbe le centre-ville de Montréal

LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Le mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité a encore donné lieu hier à des actions ayant mobilisé les forces policières, mais aucun affrontement n'était à noter entre les deux camps en fin d'après-midi.

Des étudiants ont formé un « sit-in » sur la rue Sainte-Catherine, près de la rue Sanguinet, forçant le blocage d'une partie du centre-ville de Montréal.

La police a indiqué en milieu d'après-midi que les voitures ne pouvaient circuler sur la rue Sainte-Catherine entre les rues Saint-Laurent et Saint-Denis, et sur la rue Sanguinet entre De Maisonneuve et René-Lévesque.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a qualifié la manifestation de « paisible » et affirmait vers 16 h 15 qu'aucun avis d'éviction n'avait été lancé.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a dit croire que les incidents de la semaine dernière avaient sans doute « porté les deux groupes à réfléchir ».

« Dans le calme »

Selon elle, la police accorde plus de latitude aux étudiants, qui à leur tour s'entendent pour faire entendre leurs voix contre la hausse des droits de scolarité « dans le calme ».

Un événement artistique appelé la « Nuit de la création » devait se mettre en branle à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à 18 h.

En matinée, la direction de l'UQAM a ordonné la fermeture pour la journée de quatre de ses principaux pavillons, par crainte de leur occupation par des étudiants.

C'est en réaction à cette fermeture que le « sit-in » s'est mis en place sur la rue Sainte-Catherine, a indiqué Mme Desjardins.

Tout indiquait que l'événement à caractère artistique n'aurait pas lieu, a-t-elle soutenu en fin d'après-midi.

Loin de s'essouffler, le

mouvement de contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité prend de l'ampleur.

Les étudiants du premier cycle de l'Université Concordia à Montréal ont voté en faveur de la grève, hier matin.

Demain, ce sera au tour des étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) de se positionner sur leur participation au mouvement de contestation.

Refus de dialoguer

Près de 150 000 étudiants sont en grève à ce jour, estime Mme Desjardins. La présidente de la FEUQ en a profité pour dénoncer l'attitude du gouvernement Charest qui refuse, selon elle, d'entamer un dialogue avec les étudiants sur la question de la hausse des droits de scolarité.

« On a demandé à être reçus pour les consultations prébudgétaires, mais il n'y a pas eu de réponse dans un sens ou l'autre. On trouve ça vraiment problématique que le gouvernement ne veuille même pas entendre les étudiants. On continue de faire des démarches auprès du gouvernement, qui s'entête avec sa décision », a-t-elle fait valoir.

Québec entend augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur une période de cinq ans.

Plusieurs actions ont encore eu lieu hier à travers le Québec. Une marche silencieuse s'est tenue en matinée à partir du parc Emille-Gamelin, à Montréal.

Les activités d'au moins deux des universités québécoises ont été perturbées. D'abord, tôt en matinée, des étudiants ont bloqué l'accès à la Tour des sciences de l'éducation de l'Université Laval, où sont aménagés plusieurs bureaux de l'administration de l'Université dont celui du recteur, Denis Brière.

À l'UQAM, les pavillons affectés par la fermeture sont Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain. Ils sont inaccessibles jusqu'à nouvel ordre, mais l'UQAM assurait que ses autres pavillons demeureraient ouverts et que les activités continueraient de s'y dérouler.

LE BAS EXÉCUTIF 15 DENIERS SIGNÉ SIMONS

4⁹⁹

Économisez 23% sur un bas idéal pour tous les jours avec sa texture soyeuse, diaphane qui fait une jambe très élégante. Culotte renforcée, pointes ombrées indémaillables, gousset de coton qui offrent une résistance accrue. Coloris de siamois, noir, sépia, parchemin, cendre, moka, minuit, noisette. P.m.g.tg. Rég. 6.50 style 51226.



simons



• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVEL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE • COMMANDES TELEPHONIQUES 1-877-666-1840

2 La Tribune - Sherbrooke mardi 13 mars 2012

La Tribune

ADRESSE

1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

RÉDACTION: 819 564-5454
redaction@latribune.qc.ca /
télé. 819 564-8098

PUBLICITÉ: 819 564-5450 /
télé. 819 564-5482

ANNONCES CLASSÉES:
819 564-2222
télé. 819 564-5482

ABONNEMENTS: 819 564-5466
1 800 567-6955

www.latribune.qc.ca



SOMMAIRE

Annonces classées	20 à 23
Arts et spectacles	17 à 19
Décès	24
Économie	14 et 15
Horoscope	22
Loterie	9
Monde	16
Mots croisés	22
Opinions	10
Sports	26 à 31

MÉTÉO

Charles, 9 ans
École Beauleu



AUJOUR'DHUI



PLUIE
MAX.: 9° MIN.: 4°

Lever du soleil: 7 h 03
Coucher du soleil: 18 h 52

MERCREDI
nuageux, max.: 7° min.: 4°

JEUDI
soleil et nuages, max.: 11° min.: 1°

SI VOUS AVEZ UNE INFORMATION À COMMUNIQUER À NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES, ÉCRIVEZ À redaction@latribune.qc.ca OU APPELEZ AU 819 564-5454

Les nouvelles de l'heure...
latribune.qc.ca

LE CLIN D'OEIL DE STÉPHANE LAPORTE

Pour remonter dans les sondages, Barack Obama a demandé conseil à Pauline Marois. Malheureusement, elle ne l'a pas compris.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1 877 880 4040 Intern: 800 634 6344
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Khadir félicite les porteurs du carré rouge

CLAUDE PLANTE
claude.plante@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Amir a bien aimé la soirée du gala des Jutra, dimanche soir. Surtout quand il voyait tous ces carrés rouges que portaient fièrement plusieurs dizaines de personnes dans la salle où on rendait hommage aux artisans du cinéma québécois.

Pour le député de Mercier et co-porte-parole de Québec solidaire, ce bout de tissu symbolisant la lutte des étudiants a pris une importance capitale lors de cet événement « mondain » réunissant plusieurs personnalités de différents domaines.

« Il y avait dans la salle des gens du gratin politique et des affaires », a fait remarquer le docteur Amir Khadir, hier à l'Université de Sherbrooke devant des dizaines d'étudiants venus l'entendre.

« On voyait ses gens s'afficher en faveur d'une plus grande accessibilité à l'éducation supérieure. »

Pour Amir Khadir, le Québec devrait même envisager la gratuité scolaire totale. « La gratuité a fait ses preuves. On la retrouve dans les meilleures



Le député de Mercier, Amir Khadir, a entretenu un auditoire d'étudiants, hier, à l'Université de Sherbrooke.

universités du monde, comme en Allemagne, en Suède, en Pologne et en France », dit-il devant un auditoire affichant largement le fameux carré rouge.

« La ministre de l'Éducation (Line Beauchamp) dit qu'il fait augmenter les frais

de scolarité pour donner de la valeur aux diplômes. Mais toutes les universités des pays du nord performant bien, y compris celles du Québec. »

M. Khadir était invité à prononcer une conférence à l'auditorium de la Faculté de droit sur « Les avantages d'un

Québec de gauche ». Les derniers sondages sur les intentions de vote montrent que QS se situe en baisse à 6 pour cent, en quatrième position derrière le PQ, le PLQ et la CAQ.

« On doit revoir la façon de répartir la richesse, arrêter de tout mesurer en fonction du PIB. »

Selon lui, lorsqu'on demande pour qui ils veulent voter, les Québécois se tournent vers les plus vieux partis, comme le PQ ou le PLQ. Toutefois, quand on leur demande où ils se situent dans le spectre politique, les électeurs de la province s'affichent à gauche ou au centre gauche, affirme-t-il.

Quand on leur demande comment on doit résoudre un problème de notre société, ils optent pour la solution de gauche dans la plupart des cas.

Un gouvernement de gauche, poursuit le politicien hausserait les impôts des plus riches, la meilleure manière de pacifier une société en réglant

les inégalités. « Les impôts, c'est la meilleure chose qui a été inventée par l'homme, après la roue et le feu », lance-t-il, faisant rigoler l'auditoire.

« On entend tout le temps dire que le Québec est pauvre. On doit revoir la façon de répartir la richesse, arrêter de tout mesurer en fonction du PIB. L'indice doit tenir compte du développement humain. Le PIB du Québec n'a pas cessé de croître au cours des 25 dernières années. Mais le pouvoir d'achat baisse. Les plus pauvres sont encore plus pauvres. Aux États-Unis, la crise économique a été causée par l'iniquité entre les riches et les pauvres. Trop d'argent se retrouve entre les mêmes mains. »

Le Québec doit revoir les redevances exigées pour l'extraction des richesses naturelles de son sous-sol. D'après ses calculs, 96 pour cent des profits vont dans les coffres des entreprises privées exploitant des mines. La loi en cette matière est désuète, dit-il.

Amir Khadir participait hier soir à la projection du film Trou Story, en compagnie des gens de l'organisme Mine de rien à la Maison du cinéma.

CÉGEP DE SHERBROOKE

Les étudiants prolongent la grève

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Après trois jours de grève, les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont décidé, hier, de prolonger leurs moyens de pression jusqu'à la fin de la semaine. Réunis en assemblée générale, ils ont voté à 56 % pour une grève générale reconductible de quatre jours. Ils seront de nouveau consultés sur cette question vendredi.

Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, représentés par l'AGEFLESH, ont aussi reconduit la grève jusqu'à lundi prochain, moment où ils seront de nouveau appelés à voter sur le prolongement des moyens de pression.

Selon Isabelle Houle, coordonnatrice de l'AGEFLESH, les membres ont voté « à forte majorité » pour la reconduction de la grève.

Le résultat du vote au Cégep de Sherbrooke reflétait encore une fois les opinions des étudiants ayant pris part à l'assemblée générale, qui sont divisés sur la question.

Même si le pourcentage de voix en faveur de la grève a reculé depuis le 29 février dernier (les étudiants ont alors voté à 62 % pour la grève), l'AECS

ne s'inquiétait pas de l'issue du scrutin. « Historiquement, les premiers votes de reconduction sont plus difficiles, plus serrés... On n'est pas vraiment stressé : il y a un noyau dur de militants qui est toujours là », fait valoir Olivier Mercier, responsable des affaires externes à l'AECS. L'association regroupe environ 5900 membres. Au total, 1057 personnes ont opté pour la grève, comparativement à 825 contre (43,5 %). On compte 13 abstentions (0,5 %).

Les commentaires ont été nombreux et diversifiés en assemblée générale.

Des positions divergentes

« Les étudiants doivent faire leur juste part. J'espère que M. Charest ne reculera pas », a lancé une jeune femme, déclenchant du même coup quelques huées. « Il faut penser collectivement. Si notre intervention commence par "moi", ce n'est pas bon », a plaidé un autre. Un étudiant a rappelé, pour sa part, que la Ville de Montréal s'impatiente et qu'elle a demandé au gouvernement de s'entendre avec les grévistes. « Tout cela signifie que nos moyens de pression portent leurs fruits... »

Croisée sur le campus, Catherine admet qu'elle aurait aimé rentrer en classe.



IMACOM, JOCELYN RIEUNDEAU

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke prolongent leurs moyens de pression. Ils ont voté hier à 56 % pour la poursuite de la grève jusqu'à jeudi. Ils seront de nouveau consultés sur la question vendredi.

L'étudiante a voté contre la grève, raconte-t-elle en soulignant l'importance de terminer les études pour entrer sur le marché du travail. La jeune femme était tout de même philosophe. C'est le choix des jeunes. C'est correct qu'on s'exprime.»

Aurélië, pour sa part, ne doutait pas du tout de l'importance de continuer les moyens de

pression. Sa soeur, dit-elle, a dû abandonner ses études universitaires parce qu'elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts. « On est déjà endetté. J'ai déjà eu des professeurs remplaçants qui nous racontaient qu'après 10 ans, ils payaient encore leurs dettes. On va devoir payer pendant des années », lance-t-elle. « La grève, c'est une perte de temps

et d'argent (...) Je suis ici pour apprendre, pas pour attendre de savoir si je vais avoir des cours », a résumé Karine Vallerand, une étudiante en génie mécanique.

Comme il a été convenu au début de la grève avec la direction du Cégep, les manifestants devront être en nombre significatif pour qu'il y ait une levée de cours. Les stages se poursuivent.

GRÈVES ÉTUDIANTES

Calme plat à Bishop's et Champlain

ISABELLE PION
isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Alors que les grèves se multiplient dans les campus de la province, c'est le calme plat du côté de l'Université Bishop's et du Collège régional Champlain de Lennoxville, où les carrés rouges, symbole de la lutte contre la hausse des droits de scolarité, semblent absents du paysage. Pour plusieurs jeunes interrogés provenant d'autres provinces, étudier au Québec représente une économie importante. Certains trouvent leurs camarades québécois gâtés.

Sur les deux campus lennoxvillois, le sujet est loin de susciter des débats passionnés. A Bishop's, où la majorité des étudiants provient de l'extérieur et est de passage dans la région, beaucoup d'étudiants ne se sentent pas concernés par le sujet ou ne sont pas du tout au courant.

« Ça ne m'affecte pas », explique Brittany Morris, une Albertaine. Venir étudier au Québec? « It's a huge deal! » lance Christine Bek, étudiante à Bishop's et originaire de la Colombie-Britannique. La jeune femme estime que faire ses études en sol québécois lui permettra d'économiser des milliers de dollars. Même avec le coût des billets d'avion pour retourner chez elle, étudier ici est plus avantageux. Est-ce pour cette raison qu'elle est à Bishop's? « Ce n'est pas pour ça, mais ça aide! »

Étudier à Bishop's coûte aux Québécois 3146 \$ par année. La clientèle provenant d'autres provinces paie pour sa part 6836 \$ annuellement. Les étudiants internationaux doivent assumer de leur côté une facture annuelle de 15 539 \$, qui grimpe à

MOYENNE ANNUELLE DES FRAIS DE SCOLARITÉ pour les étudiants canadiens à temps complet du premier cycle par province, 2011-2012 (données provisoires)

Canada	5 366 \$
Colombie-Britannique	4 852 \$
Alberta	5 662 \$
Saskatchewan	5 601 \$
Manitoba	3 645 \$
Ontario	6 640 \$
Québec	2 519 \$
Nouveau-Brunswick	5 853 \$
Nouvelle-Écosse	5 731 \$
Ile-du-Prince-Édouard	5 258 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	2 649 \$

SOURCE : STATISTIQUE CANADA

un peu plus de 17 200 \$ pour certaines disciplines, notamment en sciences et en mathématiques.

A Bishop's, près de 60 % de la clientèle vient de l'extérieur du Québec, soit environ 45 % d'autres provinces et 15 % d'autres pays.

Une grève impossible

Mathew Stiffel est un Sherbrookoïse qui habite à quelques minutes à pied de Bishop's. Lorsqu'on lui demande s'il trouve les Québécois gâtés, il répond oui sans hésitation. « Les frais sont gelés depuis plusieurs années. On ne peut pas être en grève comme étudiant : ce n'est pas comme un travail », fait-il valoir.

Même si la facture est moins élevée qu'ailleurs au Canada, les jeunes ne croient



IMACOM, FREDERIC CÔTE

Alors que les grèves se multiplient dans les cégeps et les universités de la province, les carrés rouges, symbole de la lutte contre la hausse des droits de scolarité, semblent absents des campus de l'Université Bishop's (notre photo) et du Collège régional Champlain.

pas qu'ils ont fait un compromis sur la qualité de la formation, bien au contraire. « C'est une formation fantastique ici », assure Brittany. Evan Vidocz, étudiant en politique,

évalue que sa facture serait environ la même s'il avait étudié en Ontario, sa province d'origine, qu'à Bishop's. Il dit comprendre les revendications des étudiants québécois, mais estime qu'elles ne sont pas réalistes.

Du côté de Champlain

Selon la présidente de l'association étudiante de Bishop's, Taylor Johnson, aucune assemblée générale n'est prévue pour le moment. La donne pourrait changer si les étudiants interpellaient leurs représentants étudiants.

Du côté du Collège régional Champlain, une assemblée générale est prévue lundi

Des profs forment le groupe «Estrie contre la hausse»

SHERBROOKE — Les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité auront du renfort: des professeurs du Cégep de Sherbrooke et des citoyens d'autres horizons forment le groupe «Estrie contre la hausse».

Plusieurs professeurs de l'institution collégiale ont déjà montré leur appui aux étudiants, notamment en se rendant à la manifestation qui s'est tenue lors de la Journée de la femme, jeudi dernier. Le président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS-CSN), Steve McKay, avait également dénoncé l'attitude du ministère de l'Éducation, qui a envoyé une missive aux établissements d'enseignement pour leur souligner qu'ils pouvaient offrir les cours en cas

de grève. Dans plusieurs institutions de la province, des enseignants se mobilisent pour voir de quelle façon ils pourraient appuyer cette lutte.

«C'est une création spontanée de professeurs, à la suite de ce qui s'est passé à Montréal, où des professeurs se mobilisaient contre la hausse», explique le président du SPECS.

Nicolas Beaudoin, professeur au Cégep de Sherbrooke, est l'un des artisans de cette mobilisation et agit à titre de porte-parole du groupe. «Plusieurs citoyens voulaient participer au débat, mais ils ne sentaient pas qu'ils avaient une tribune pour le faire. La création du groupe répond à cette demande...» indique M. Beaudoin. Les gens ont décidé de se structurer en prévision du 22 mars, journée où

est prévue une manifestation nationale à Montréal, indique M. McKay. Ce grand rassemblement suivra le budget du gouvernement Charest, qui sera déposé le 20 mars.

La création du groupe «Estrie contre la hausse» doit être annoncée officiellement demain en conférence de presse. M. Beaudoin n'a donc pas voulu donner trop de détails. «On va annoncer des actions dans les jours qui viennent», souligne-t-il. Le regroupement vise à réunir des personnes de toutes les sphères d'activités. Il lancera également un appel à la population afin qu'elle participe en grand nombre à la manifestation familiale organisée par les étudiants dimanche, devant l'hôtel de ville.

— Isabelle Pion

prochain. Une proposition de vote pour une grève les 22 (journée de mobilisation nationale) et 23 mars pourrait être présentée, mais cela reste à confirmer, explique le président de l'Association des étudiants de Champlain, Patrick Wang. Jusqu'ici, les cégepiens ont pu prendre part à des sessions d'informations. Le sentiment général porte à croire que les étudiants sont contre la grève, selon lui.

« On n'en entend pas beaucoup parler comparativement à d'autres cégeps », estime Sarah, une étudiante de sciences humaines qui aimerait bien entendre parler davantage de cette question. Sa copine Anita croit pour sa part qu'elle et ses camarades sont chanceux, particulièrement si on s'intéresse aux droits de scolarité aux États-Unis. Jeffrey Decelles et Jordan Philibert, également étudiants au CRC, sont contre la grève. Ils croient cependant que le sujet mérite qu'on s'y attarde. « Je trouve ça un peu dommage; on devrait quand même avoir l'occasion d'en parler », indique Jeffrey. Au Cégep de Sherbrooke, les étudiants en étaient à leur quatrième journée de grève, hier. Environ une centaine d'étudiants ont tenu des piquets de grève. Les cours ont donc été levés.

Rappelons que le gouvernement Charest a annoncé une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans, prévue pour l'automne. Jusqu'ici, il a fait savoir qu'il n'entendait pas reculer.

VOTES DE GRÈVE

Associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke en assemblée générale hier

Étudiants en sciences infirmières **EN GRÈVE le 22 mars**

Étudiants de la faculté d'éducation physique et sportive **EN GRÈVE le 22 mars**

Étudiants en sciences **ONT REFUSÉ la grève générale illimitée**

Sherbrooke mercredi 14 mars 2012 - La Tribune

La gratuité scolaire a un prix

Dans l'actuel débat concernant la hausse des frais de scolarité, un point fait souvent surface : la gratuité scolaire est possible, de nombreux pays l'appliquent déjà.

Tant qu'à être dans les comparaisons, on peut en profiter pour se demander si la gratuité est réellement souhaitable en regardant ce qui se passe ailleurs. L'objectif premier (unique?) de la gratuité est de permettre l'accessibilité aux études, de garantir que tout le monde aura la même chance à l'entrée. Un but bien louable, convenons-en.

Mais avec la gratuité, les gens auraient-ils vraiment tous les mêmes chances?

L'exemple finlandais

La Finlande est souvent qualifiée de « paradis de l'éducation ». Il est vrai que ce pays arrive presque systématiquement dans le peloton de tête de toutes les études sur le sujet. Mais parlant de statistiques, en voici une qu'on n'entend pas très souvent, provenant du rapport d'information 2009-2010 du Sénat français : sur les demandes d'admission au bac en Finlande, seulement 26-30 % sont acceptées. Cela veut donc dire que plus des deux tiers des

étudiants qui le souhaitent ne peuvent pas faire un bac, ce qui est contre-productif en termes d'accessibilité. En comparaison, au Québec, 69,5 % des demandes sont acceptées (CREPUQ, 2005). Bien sûr, les demandes d'admission doivent être plus élevées dans un pays où l'université est gratuite, mais il reste que l'écart est surprenant.

Évidemment, il est mieux de discriminer par les notes que par l'argent. Cependant, il y a une différence entre faire un certain tri pour assurer que les classes fonctionnent et appliquer un élitisme aussi flagrant. Nombre de personnes sur les bancs d'école au Québec aujourd'hui ne pourraient pas y être dans le système d'éducation finlandais. Il est à noter que pour de nombreuses raisons sociologiques, les élèves provenant de familles à faible revenu ont en moyenne un rendement académique moins bon. La discrimination entre les classes économiques persiste donc.

L'exemple français

En France, les universités publiques sont gratuites. Oui, l'accessibilité est bonne, parce que pratiquement tout le monde qui le veut peut y aller.

Cependant, il y a aussi, en parallèle, les « grandes écoles », qui chargent des frais très élevés (jusqu'à 7000 euros par an, soit 9225 \$). Ces établissements ont les moyens de mieux rémunérer les professeurs, et attirent donc les plus qualifiés. Les diplômés des universités publiques se retrouvent dévalués en comparaison, ce qui favorise de manière flagrante les plus riches dans la qualité de leur éducation, et donc sur le marché du travail. On se retrouve avec un système d'éducation à deux vitesses.

Bien sûr, certaines mesures existent pour contrer ces inégalités, comme les bourses au rendement. Mais elles sont loin d'être parfaites.

Je ne souhaite pas ici dire que la hausse des frais de scolarité est bonne, ni qu'elle est mauvaise. Je veux seulement mentionner qu'il faut cesser de se dire que la gratuité scolaire entraîne automatiquement l'accessibilité. À partir de là, il importe de trouver collectivement des solutions durables et équitables pour le financement des universités et l'accessibilité scolaire.

Camille Dauphinais-Pelletier
étudiante en communication
Sherbrooke



ARCHIVES LA TRIBUNE, JESSICA GARNEAU

La gratuité de l'éducation supérieure est possible, mais ne garantirait pas l'accessibilité à tout le monde.

Les étudiants en grève reçoivent l'appui d'un millier de professeurs

MARTIN LEBLANC

LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Après la CSQ et la FTQ, mardi, La Presse Canadienne a appris que des centaines de professeurs des niveaux collégial et universitaire appuient les étudiants actuellement en grève.

Depuis lundi, plus de 1300 enseignants ont signé un manifeste en guise de solidarité au mouvement étudiant qui conteste la hausse prévue des droits de scolarité.

Le document a déjà reçu l'appui de signataires notoires dont Guy Rocher, sociologue engagé de l'Université de Montréal qui a été membre de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec (commission Parent) au début des années 1960, et Georges Leroux, spécialiste de la philosophie ancienne de l'Université du Québec à Montréal et correspondant canadien à l'Unesco.

Outre leurs arguments contre une hausse du niveau d'endettement des étudiants et de la diminution de l'accessibilité aux études supérieures, les professeurs s'inquiètent de « la logique de privatisation du financement des services publics » du gouvernement Charest.

« Nous, professeur (e)s qui souhaitons léguer un savoir à

tous ceux et celles qui désirent s'instruire, appuyons les étudiant(e)s en grève dans leur défense démocratique de l'accessibilité aux études universitaires et dans leur opposition justifiée à la marchandisation de l'éducation. Nous disons à cette jeunesse étudiante qui se tient debout qu'elle n'est pas seule », peut-on lire dans un document qui circule auprès des enseignants des niveaux collégial et universitaire de la province et dont La Presse Canadienne a obtenu copie.

Clin d'oeil social

Le manifeste s'intitule « Nous sommes tous étudiants! », soulignant que les professeurs demeurent en mode apprentissage. Il s'agit aussi d'un clin d'oeil social au fameux slogan « Nous sommes tous des juifs allemands! », de mai 68, en France.

L'objectif des auteurs, les enseignants Anne-Marie Le Saux, du Collège de Maisonneuve, Benoit Guilmain, du Collège Edouard-Montpetit et Stéphane Thellen, du Cégep du Vieux-Montréal, est d'amasser 1625 signatures d'ici la publication prévue de l'écrit aujourd'hui. Ce nombre symbolique correspond à la hausse des frais de scolarité



LA PRESSE, PATRICK SANFACON

Des étudiants de l'Université de Montréal ont manifesté hier sur le campus afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité de 1625 \$ prévue au terme des cinq prochaines années.

prévue, en dollars, au terme des cinq prochaines années au Québec.

Ces professeurs et plusieurs de leurs collègues font actuellement la tournée des collèges afin de se joindre à la mobilisation étudiante. Ils devaient se rendre au Collège de Maisonneuve hier.

Le texte précédant la pétition soutient que le ministre des Finances, Raymond Bachand, s'attaque aux acquis de la Révolution

tranquille en ramenant les droits de scolarité à ce qu'ils étaient avant 1968, lorsque l'université était essentiellement réservée à une élite masculine.

On peut aussi y lire qu'« au-delà des revendications légitimes liées à la précarité de la condition étudiante, c'est l'avenir de l'éducation et de la société québécoise qui est en jeu dans le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement. »

La grève étudiante en bref

Carré rouge et rouge sang

Donner du sang pour faire entendre sa voix dans la lutte contre la hausse des droits de scolarité? C'est ce que propose l'association représentant les étudiants de maîtrise et de doctorat en lettres et communications de l'Université de Sherbrooke (AGEMDELCUS). L'organisation, qui a l'appui d'autres associations, invite ses membres à donner du sang dans le cadre de l'activité « Tant qu'à se faire saigner... donnons du sang! », qui aura lieu aujourd'hui aux Galeries Quatre-Saisons. Un rassemblement aura lieu à 15 h devant l'entrée principale. Les gens présents seront ensuite invités à s'inscrire sur la liste des donneurs.

Les jeunes invités à se renseigner

Le Forum jeunesse Estrie (FJE) encourage les jeunes à s'informer sur le dossier des droits de scolarité. Le FJE, une instance régionale de concertation et de mobilisation jeunesse, invite la population étudiante estrienne à consulter le site web www.LaHausse.ca, qui regorge d'articles et d'informations sur ce sujet. Selon le FJE, LaHausse.ca se veut une «source d'information neutre», qui dresse un portrait de la situation actuelle ici et ailleurs dans le monde.

La FEUS interpelle le personnel

La Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS) invite les membres du personnel à appuyer les étudiants en signant la «Déclaration de l'Université de Sherbrooke pour la qualité et l'accessibilité de l'enseignement supérieur». Celle-ci stipule notamment que l'augmentation de 1625 \$ par année sur cinq ans est «à la fois injuste et injustifiable». Elle demande également aux professeurs, chargés de cours et aux autres membres du personnel de «tenter d'accommoder par tous les moyens» les étudiants qui prennent «la décision de ne pas assister aux cours», entre autres. La FEUS a mis cette déclaration en ligne et a commencé récemment à recueillir les noms.

— Isabelle Pion

CÉGEP DE THETFORD MINES

Pour la hausse des frais de scolarité

NELSON FECTEAU
nfecteau@latribune.qc.ca

THETFORD MINES — Les étudiants du Cégep de Thetford sont devenus les premiers étudiants de cégep francophone à se prononcer en faveur de la hausse des frais de scolarité préconisés par le gouvernement du Québec. Réunis en assemblée générale extraordinaire, ils

se sont dits favorables à cette mesure dans une proportion de 60 pour cent.

« La question demandait s'ils étaient pour ou contre la hausse des frais de scolarité. Il y a eu un débat de 45 minutes et à l'issue de la discussion, 179 étudiants ont voté en faveur et 117 ont voté contre », précise Emilie Bellavance Nadeau, responsable des communications à

l'Association générale des étudiants du Cégep de Thetford.

Environ 800 étudiants fréquentent l'institution thetfordoise.

Mme Bellavance Nadeau a ajouté qu'à la lumière de cette consultation, la tenue d'un vote de grève n'était plus nécessaire. « Ce qui n'empêchera pas pour autant les étudiants étant contre la hausse

des frais de scolarité d'y aller d'initiatives personnelles s'ils décident de participer à des manifestations. »

Lors de cette assemblée générale extraordinaire, la question de moyens de pression n'a pas été abordée. « Sauf quelques rares exceptions, les interventions faisaient état de bonnes argumentations », souligne Emilie Bellavance Nadeau.